



VOTRE ARGENT, PAR GENEVIÈVE BRUNET



KEYSTONE

DROIT DE REGARD Les grands investisseurs institutionnels s'organisent pour inciter les entreprises à ne pas mettre la prospérité générale en péril par des émissions incontrôlées de CO₂.

Prise de pouvoir des investisseurs responsables

«CARBONE DISCLOSURE PROJECT» Les entreprises suisses peuvent faire plus pour limiter l'émission de CO₂.

Les 50 plus grandes entreprises suisses – sondées pour la première fois à ce propos – sont pleines de bonne volonté pour réduire leurs émissions de dioxyde de carbone, et donc leur impact sur le réchauffement climatique. La plupart ne se sont toutefois pas dotées des outils nécessaires pour réellement y parvenir. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par Centre Info, sous le patronage de Pictet Asset Management et de la Fondation Ethos, pour le compte du «Carbone Disclosure Project» (CDP). Un puissant groupement d'actionnaires – représentant plus de 41 000 milliards de dollars sous gestion – qui a décidé d'agir pour la planète. «Le changement climatique est avant tout un problème d'ordre moral, puisque ce sont les personnes les plus vulnérables qui en pâtissent en premier lieu», a relevé Ivan Pictet, Associé senior de Pictet & Cie, à l'occasion de la présentation à Genève du premier rapport suisse du CDP. «Mais ce phénomène entraîne également de graves conséquences économiques: il menace en effet les fondements mêmes sur lesquels reposent nos richesses. Aucun homme d'affaires et investisseur qui se respecte ne peut donc ignorer ce problème majeur».

De fait, chaque année depuis 2002, le CDP adresse à de grandes entreprises cotées un questionnaire abordant en détail les différents risques et opportunités que représentent pour elles les changements climatiques. Les résultats de l'enquête étant censés aider les investisseurs dans leurs choix, les

sociétés peu soucieuses de l'environnement ont du souci à se faire...

D'où l'empressement généralement mis par les firmes à répondre aux questions. Une importante majorité des grandes entreprises helvétiques – représentant 93% de la capitalisation boursière du SPI – ont répondu aux enquêteurs. Nombre d'entre elles publient un rapport à caractère environnemental, alors que la législation ne l'impose pas. Elles sont aussi 64% à se préoccuper de leurs émissions directes de CO₂. Mais moins de la moitié ont une idée claire de leurs émissions indirectes de ce gaz à effet de serre; par exemple à travers leurs achats d'électricité. Le flou est encore plus grand à propos de l'impact de leurs produits tout au long de leur durée de vie: une minorité a instauré des procédures de recyclage.

Côté risques, les sociétés sont conscientes des effets potentiels d'un changement de climat dans les zones où sont implantés leurs centres de production, mais aussi du risque de réputation menaçant les pollueurs. La force de persuasion de certains investisseurs, notamment de grands fonds de pension anglo-saxons ou de fondations comme Ethos, n'y est pas pour rien.

Le droit à une information égale de tous les actionnaires contraint les entreprises à ne dévoiler que périodiquement leur bilan écologique. Les caisses de pension sont des acteurs majeurs pour les inciter à le faire. |